

Répères

La lettre régionale de la CGT éduc'action de Bretagne

juin 2010

L'EDITORIAL

APRES LE 24 JUIN, LE COMBAT CONTINUE !

Enfin, le gouvernement a révélé son projet pour les retraites ! Il n'y a pas de quoi se réjouir mais au moins les choses sont claires. Ceux qui espéraient des négociations honnêtes ne peuvent que perdre leurs illusions. Sarkozy aggrave sa politique d'injustice sociale. Il sert la soupe ou plutôt les cocktails à ses amis du Fouquet's. Jamais dans la république on n'avait subi une telle iniquité. Jusqu'à une période récente, peu ou prou, gauche et droite partageaient une certaine idée du progrès social. Le programme du Conseil National de la Résistance servait encore de « feuille de route », pour parodier le jargon militaro-affairiste de nos actuels dirigeants.

Si nous n'engageons pas résolument le combat, ces temps sont définitivement révolus. Les travailleurs devront tirer le collier jusqu'à 62 ans et sans doute bien au-delà s'ils ont connu des interruptions de carrière. Par contre, ils paieront le prix fort. Leurs cotisations vont augmenter. Malgré les assurances du gouvernement, les pensions vont forcément baisser. La pénibilité n'est pas prise en compte. La nécessaire relance de l'emploi pourrait apporter une solution rapide au problème du financement des retraites. Il n'en est même pas question !

Une conception punitive de la question sociale est opposée aux salariés. Toute mesure de redistribution est décriée. Pas d'assistantat ! nous dit-on. Mais qui sont les assistés ? 3 Milliards de baisse de TVA pour les restaurateurs. Exonérations de charge pour les patrons. Taxes dérisoires sur les profits financiers. Les gains de productivité assurés par le travail et le progrès technologique doivent-ils tous être transférés aux nantis ?

L'angoisse monte dans le monde de l'éducation comme dans le reste de la société française. Après 60 ans, les professeurs et les CPE pourront-ils tenir le coup face aux élèves ? Les contractuels, les précaires, AVS, EVS, ASEN, de quelle retraite disposeront-ils ? Les suppressions de postes dans l'Education Nationale aggravent le chômage et dégradent nos conditions de travail. Dans la politique de ce gouvernement, tout est lié. Tout contribue à déposséder les salariés du public comme du privé de leur emploi, de leur salaire, de leur retraite.



christophe

Alors, à la rentrée, le mouvement doit s'amplifier. Il est encore temps de faire reculer Sarkozy et ses maîtres. Le 24 juin n'est qu'un début. L'opposition des salariés à cette liquidation de leurs retraites doit être franche et massive. La CGT sera à l'offensive à l'Education Nationale comme dans tous les autres secteurs.

Répères

La lettre régionale de la CGT éduc'action de Bretagne

juin 2010

Communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Appel à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 31 mai 2010 pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites.

Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;
- la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;
- La situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.

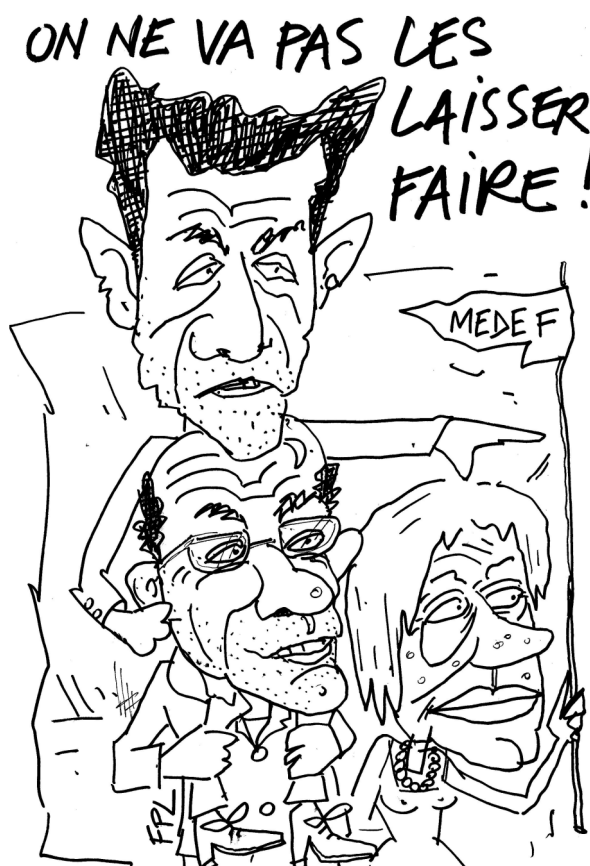
Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge lé-

gal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affMeta ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin 2010.

Le 31 mai 2010



Répères

La lettre régionale de la CGT éduc'action de Bretagne

juin 2010

PRECARITE DANGER !

Une EVS du Morbihan fait une tentative de suicide.

Une collègue Emploi de Vie Scolaire du Morbihan a fait une tentative de suicide mercredi 16 juin. Elle venait d'apprendre que son contrat n'était pas renouvelé. Seule avec 3 enfants, cette personne est de plus lourdement handicapée. Alors qu'elle était à l'hôpital, le « contre-ordre » tombe. C'est par erreur que le courrier lui a été adressé. Son contrat est bien maintenu.

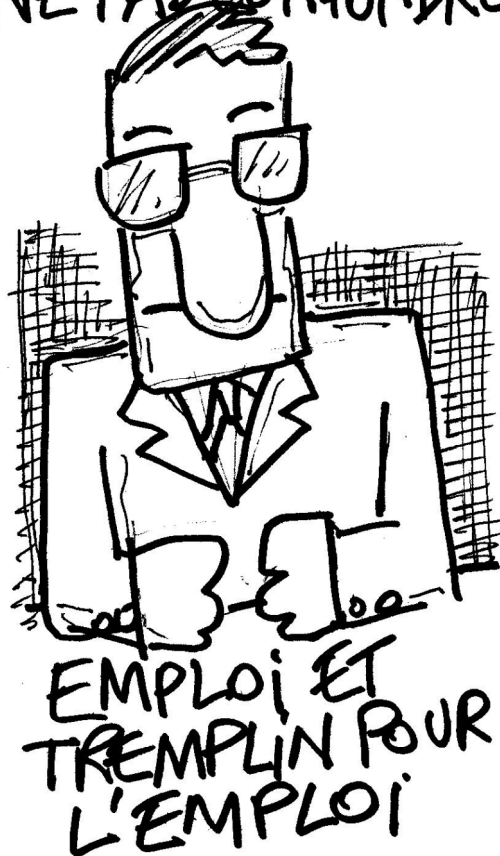
Ce triste évènement met en évidence l'incroyable gâchis humain provoqué par le chômage et par la précarité de l'emploi. Les emplois précaires d'EVS sont considérés par les pouvoirs publics et par «Pôle Emploi» comme des « tremplins» vers le retour à l'emploi. Ce jargon technocratique camoufle une sinistre réalité...

De nombreux chômeurs connaissent de véritables situations de misère. Le processus de désinsertion sociale est en marche. Il ne pourrait être combattu que par une véritable politique de l'emploi. En ce qui concerne le handicap, de nombreuses entreprises sont loin de se conformer à la loi et négligent d'appliquer les quotas. L'Etat et l'Education Nationale elle-même ne montrent pas l'exemple. On peut comprendre dans ces conditions que de modestes contrats d'EVS puissent prendre une telle importance aux yeux de leurs titulaires.

Pour la CGT, il est temps de reconnaître et de pérenniser les nouveaux emplois de l'Education Nationale. Les bricolages hasardeux ne garantissent pas le bon fonctionnement et la pérennité d'un service public de qualité. Ils sont de plus carrément destructeurs pour les salariés employés dans ces conditions indignes.

Une bonne nouvelle toutefois : la vie de notre collègue n'est pas en danger. Elle devrait donc retrouver son école à la rentrée.

NE PAS CONFONDRE



MANIFESTER EN BRETAGNE LE 24 JUIN

► Dans le 22 :

10 h 30, Saint Brieuc, Guingamp

11 h 30, Dinan, Lannion.

► Dans le 29 :

10 h 30, Quimper, Brest, Morlaix, Quimperlé.

► Dans le 35 :

10 h Renne,

11 h Saint-Malo,

17 h Fougères,

17 h 30 Redon.

► Dans le 56 :

10 h, Lorient, Vannes, Pontivy

11h, Belle Ile.

Organisation Internationale du Travail

34 millions de personnes ont perdu leur emploi de 2007 à 2010

mercredi 2 juin 2010, par Frédéric Dayan

Selon un rapport de l'OIT publié mardi, pas moins que quelque 34 millions de personnes ont perdu leur travail entre 2007 et 2009 et que le chômage mondial a atteint un chiffre record de 212 millions de personnes en 2009, soit un taux de 6,6%.

Après une période de répit, "le risque d'une nouvelle phase de la crise financière, due à la dette souveraine, est apparu", a expliqué le responsable du secrétariat de l'OIT, Juan Somavia, craignant qu'une "rechute dangereuse de la crise financière" ne compromette l'objectif de mettre "la qualité de l'emploi au coeur des plans de reprise". Selon l'OIT, la proportion de personnes occupant un emploi précaire dans le monde est estimée entre 49,5 et 52,8% en 2009, soit près de la moitié des 1,5 milliard de travailleurs dans le monde. "Nous savons qu'il n'y a pas de reprise durable de l'économie sans reprise de l'emploi", a insisté M.Somavia cité dans un communiqué. "Le pari consiste à obtenir rapidement une reprise riche en emplois et à nous engager sur la voie d'une croissance forte, durable et équilibrée qui conduise à la stabilité sociale engendrée par le travail décent pour tous. C'est sur cette base que s'enclenchera un processus de réduction des déficit publics et de la dette", a-t-il ajouté.

L'OIT, c'est pas le nom de l'équipe de foot de la Corée du Nord, non ?



LA DÉMOCRATIE...
LES CHINOIS,
ILS S'EN PASSENT!

Session BEP 2010 : épreuve d'histoire/géo

Pendant que le gouvernement détruit avec acharnement l'héritage du Programme du Conseil National de la Résistance (sécu, retraite par répartition, etc...), les élèves planchent en l'honneur de l'entreprise LVMH... Pas belle la vie !

